

VOS COMMUNES

L'ACTU À SAINT-MARTIN-D'HÈRES

À FAIRE, À VOIR AUJOURD'HUI Théâtre à l'Amphidice

■ À midi, l'Amphidice (sur le campus) accueillera la pièce de théâtre "Un riche, trois pauvres", de Louis Calaferte, présentée par le groupe de théâtre du Centre universitaire d'études françaises (Cuef).

Délocalisation provisoire du marché Champberton

■ Durant la durée des travaux de requalification des espaces publics de Champberton, la Ville met tout en œuvre pour assurer le maintien du marché. À partir d'aujourd'hui et pour une durée de six mois, les habitants pourront retrouver l'ensemble des commerçants du marché dans la cour de l'école Henri-Barbusse. L'accès au marché se fera par l'entrée principale de l'école élémentaire. Les jours de marché restent inchangés : le mercredi et samedi matin.

EN BREF Le club de rugby a fait son vide-greniers



■ Dimanche matin s'est tenu au stade Robert-Barran le premier vide-greniers du SMH Rugby. Le temps couvert n'a pas empêché les Martinérois de venir nombreux, flânant entre les stands ou autour de la buvette. « Le but de ce vide-greniers est de récolter de l'argent pour envoyer les jeunes en stage de quatre jours en septembre à Méaudre », explique Christan Ouillon, vice-président du club et président de l'Office municipal des sports. Après une traversée du désert due à la perte de nombreux joueurs, il marche bien aujourd'hui puisqu'il a gagné sa place l'année prochaine en division d'honneur. Regroupant plus de 240 adhérents répartis en onze catégories, dont une mixte réservée au touch rugby, il participe très activement à la vie locale. « Nous avons un gros budget de 123 000 €, dont 22 000 sont financés par la mairie : le reste, nous le finançons nous-mêmes avec les cotisations, les sponsors et ce genre d'événements », précise le vice-président. Un événement réussi grâce à l'ambiance chaleureuse créée par les dirigeants, qui avaient prévu pour l'occasion une quantité impressionnante de moules-frites. Prochain rendez-vous du club : le tournoi Jean-Pierre Boy, le 15 septembre, au stade Robert-Barran.

INFOS PRATIQUES

SAINT-MARTIN-D'HÈRES
Espace Vallés
Galerie municipale,
14, place de la République.

Ouverture au public du mardi au samedi de 15 à 19 heures.
Sur rendez-vous pour les groupes et les scolaires. Tél/fax : 04 76 54 41 40.
Trésor public
Ouverture du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 16 heures ; le vendredi de 8 à 15 heures. Tél. 04 76 42 92 00.

SAINT-MARTIN-D'HÈRES

Eve, au cœur d'un feuilleton à rebondissements

LA GESTION D'EVE : UN CAS UNIQUE EN FRANCE

La salle associative Eve (espace de vie étudiante) est régie depuis 2003 par une association, nommée Eponyme, via une délégation de service public (DSP), attribuée par un délégué, l'Université Pierre-Mendès France (UPMF). À la rentrée prochaine, un nouveau délégué prendra son relais, le Pres (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur). Or, l'été dernier, celui-ci a remis en cause cette gestion étudiante pour la remplacer par une gestion tripartite. Un comité d'usagers s'est monté pour réclamer le maintien de l'ancien modèle et a obtenu la prolongation de la délégation jusqu'au 31 août prochain. Et un nouvel appel à candidature a été lancé. Mise à mal par des distensions internes, Eponyme n'a plus un, mais deux bureaux. Si l'un ne veut pas que l'association candidate (on l'appellera le "bureau de janvier"), l'autre (qu'on appellera "bureau du 23-Avril") a présenté un dossier pour poursuivre la délégation de service public (DSP). Tous deux clament leur légitimité. Retour en plusieurs épisodes sur un conflit qui germe depuis fin janvier.

Lucille TOPIN



À la suite d'un désaccord sur le quorum à atteindre pour la tenue de l'assemblée générale du 23 avril dernier, l'association se retrouve dans une impasse. C'est le tribunal administratif qui tranchera l'avenir d'Eponyme.

Épisode 1 : l'étincelle politique

L'orage s'est formé le 27 janvier dernier. Le conseil des associations (CA) d'Eponyme se réunit pour élire de nouveaux membres au sein du CA.

Ce jour-là, s'invitent des associations « jamais vues », du réseau du syndicat Union nationale des étudiants de France (Unef), une « pépinière pour les élus du Parti socialiste ». Alexandre Lamothe, co-président du "bureau du 23-Avril" dénonce « des adhésions de dernière minute, pour des pratiques

hégémoniques. Des gens qui ne sont jamais à Grenoble se sont retrouvés majoritaires face aux associations habituelles, et ont mis en place des consignes de vote. Ce qui relance un vieux problème à Eponyme : les personnes qui font vivre le projet n'ont pas de pouvoir décisionnel. »

Naissance du groupe "Sauvons Eponyme"

Des bénévoles et associations indépendantes d'Eponyme craignent des métho-

des similaires lors de la prochaine assemblée générale du 9 mars. Le groupe "Sauvons Eponyme" se crée alors.

Jérôme Cucarollo, secrétaire du "bureau de janvier", membre de Fac Verte, « conteste ce faux clivage entre associations et syndicats, car on retrouve ces deux types d'organisations dans chaque partie » et constate dans ce dossier « une sorte d'interdiction à l'engagement des uns et des autres ».

□

Épisode 2 : trouver une entente pour avancer

Plusieurs motions sont votées en assemblée générale le 9 mars, et ce, d'après le "bureau du 23-Avril", en présence d'un grand nombre de "militants politiques Unef et MJS (Mouvement jeunes socialistes), doublés chacun d'une procuration, qui se sont déplacés de toute la France". La présidente du "bureau de janvier", Hayat Loukili, est, tout comme la trésorière, confirmée dans ses fonctions. Un nouveau vice-président est élu. Jérôme Cucarollo est élu secrétaire général. C'est la dernière forme connue du "bureau de janvier".

Deux motions sont votées : la réforme statutaire, qui élargit les collèges et augmente la taille du CA et la mise en place de groupes de travail pour établir cette réforme et écrire l'appel à candidature pour la DSP. La date limite pour le dépôt des candidatures à la DSP est fixée au 25 avril par la Pres. L'AG choisit la date du 15 mai pour celle des nouveaux statuts.

□

Épisode 3 : sabotage des groupes de travail



Jérôme Cucarollo, secrétaire du bureau de janvier.

Le premier groupe de travail (et le dernier) se tient le 30 mars. Alexandre Lamothe voit dans cette tenue tardive une façon pour le "bureau de janvier" de « noyer le poisson pour que rien ne bouge ». Jérôme Cucarollo remarque, lui, que les membres de "Sauvons Eponyme" (SE) qui y participent « ne sont pas prêts à travailler collectivement » et qu'ils ont essayé de se servir de ces groupes de travail pour « légitimer leur projet à eux, décidé d'avance ».

Les membres du CA appar-

tenant à SE font la demande d'une assemblée générale extraordinaire (AGE) pour le 18 avril. Le "bureau de janvier" « actant de cette volonté d'accélération du calendrier et estimant les délais trop court » dit "blocage". Et met fin aux groupes de travail. C'est là que tout s'accélère.

Voyant la date se rapprocher et face au silence du "bureau de janvier", les membres du CA de "Sauvons Eponyme" décident de prendre les devants. « On envoie la convocation de l'AGE, car nous som-

mes administrateurs. Mais le bureau l'a mal pris », explique Alexandre Lamothe. Jérôme Cucarollo confie qu'« à partir du 30 mars, on ne comprend plus ce qu'ils veulent. Ils veulent tout faire (l'appel à candidature pour la DSP et la réforme statutaire) en même temps, mais c'est matériellement impossible. Ils ont envoyé des convocations pour l'AGE sans attendre la validation des instances de l'association et ont détourné les moyens de communication de l'association ».

□

Épisode 4 : les funérailles ?

Hayat Loukili convoque le 6 avril un CA d'urgence. Qui décide de l'affectation de l'ensemble des biens d'Eponyme au bâtiment Eve. C'est pour SE l'acte de mort de l'association. « Tous les biens matériels et immatériels appartiennent aux étudiants. Au bâtiment, c'est-à-dire au futur délégué, le Pres. Ils ont acté à 9 personnes la mort d'une association de 4000 adhérents. Cette vision démocratique n'est pas celle que l'on défend », n'en revient toujours pas Alexandre

Lamothe. Le 12 avril, un communiqué annonce aux adhérents qu'Eponyme ne déposera aucune réponse à l'appel d'offres pour la DSP. « Il n'était pas possible de candidater dans de telles conditions. Ce n'était pas responsable. C'est plus sain qu'Eponyme arrête la gestion et que d'autres associations émergent et prennent la suite. L'association, via son CA, ne se sent plus de gérer Eve et refuse d'envoyer la gestion étudiante dans le mur », explique Jérôme Cucarollo.

□

Alexandre Lamothe : « Tout le monde nous reconnaît »

« Au sein des personnes présentes à l'assemblée générale du 23 avril, il y avait tous les réseaux représentés, toutes les associations grenobloises. Dès le lendemain, on voulait relancer les groupes de travail, mais le bâtiment était fermé sur décision de la présidente et du Pres, qui avait reçu des informations erronées. Ils se sont tous fait balader par l'ancien bureau. Après conciliation, le Pres a indiqué qu'il ne voulait pas prendre partie et qu'il nous reconnaissait tous les deux jusqu'au jugement du tribunal. [...] Ils ont fait de graves choix, irresponsables. L'association existe pour développer des projets citoyens, culturels, il y a une logique de démocratie interne. Leur vision démocratique n'est pas celle que l'on défend. [...] Ce n'est pas le culte des intérêts politiques. Aux dernières élections des conseils universitaires, l'Unef a perdu tous ses adhérents. Pour ne pas tout à fait mourir, le syndicat veut garder sa vitrine : Eve. [...] Tout le monde nous reconnaît. La majorité des associations actives d'Eve sont contre eux. [...] Le document de travail déposé en préfecture à la place des véritables statuts, c'est le ver dans la pomme. »

□

Épisode 5 : et deux bureaux, deux !

L'assemblée générale (AGE) extraordinaire (AGE) a finalement été présentée ce jour-là. Le "bureau de janvier" affirme que le quorum pour qu'elle ait lieu (1800 personnes) n'est pas atteint. Et invite les adhérents à quitter les lieux. "Sauvons Eponyme", qui ne s'appuie pas sur les mêmes statuts, affirme le contraire : il ne

faut que 40 à 60 adhérents. 150 à 200 personnes auraient été présentes ce jour-là.

Les statuts de l'association, décidés en janvier 2011, n'ont pas été déposés en préfecture. Un document de travail a pris sa place par erreur. L'AGE décide alors : d'annuler le legs des biens de l'associa-

tion ; de donner mandat à ses administrateurs pour qu'ils répondent à l'appel à candidature pour la DSP ; de voter des nouveaux statuts « pour rendre impossible l'hégémonie », précise Alexandre ; d'élire cinq administrateurs supplémentaires et un nouveau bureau : le "bureau du 23-Avril".

□

Jérôme Cucarollo : « C'est complètement lunaire »

« Eponyme a fait tout un travail pour restaurer la crédibilité de la gestion étudiante. Eponyme est l'association historique d'Eve, mais ce n'est pas un argument pour l'avenir. Je comprends leur attachement. Avant, le projet était plus fort que les dissensions. Maintenant, c'est l'inverse. [...] C'est à l'AG du 23 avril que tout a éclaté. C'est complètement lunaire ! Ils sont irresponsables. [...] Après un certain nombre de garanties de sécurité de l'Universitaire, nous avons décidé de la réouverture du bâtiment. Il n'était pas question que les conflits internes ne viennent perturber les événements prévus de longue date. C'est un conflit de gestion, pas d'animation. [...] Il y a une résistance au changement. Le bureau actuel a voulu rétablir un processus plus lisible, plus ouvert et amener du sang neuf, il n'y avait pas assez de renouvellement. [...] Nous sommes contraints d'avoir recours à la justice pour obtenir réparation des préjudices moraux et financiers subis par Eponyme. Cette histoire me fait penser à la séparation d'un couple qui serait ensemble depuis longtemps. On est dans l'affect. Mais on ne peut pas gérer ça à l'affect, c'est une vraie petite PME. »

□

ÉPILOGUE (OU PRESQUE)

Le lendemain du 23 avril, le "bureau de janvier" dépose en préfecture les "bons" statuts et son bureau (déposé incorrectement précédemment). Le nouveau "bureau du 23", leur bureau et les statuts qu'ils ont voté. Les locaux de Eve sont fermés pour des « raisons de sécurité » par le "bureau de janvier", avec l'accord de l'Université. Un huissier vient constater la fermeture le 27. Le bâtiment rouvre et les animations reprennent. Les deux bureaux se retrouveront aujourd'hui au tribunal à la suite de la plainte portée par le "bureau du 23-Avril" liée à la fermeture du bâtiment.